

RAPPORT DE GESTION DU GROUPE

EXERCICE 2024

1 - Présentation du Groupe

Le Groupe CENTRE FRANCE comporte au 31 décembre 2024, vingt-cinq sociétés représentant les domaines d'activité suivants :

<u>Activité</u>	<u>Nb Société</u>
Presse Quotidienne	9
Presse Hebdomadaire	1
Agences de Presse	1
Régie Publicitaire	1
Événementiel	2
Portage	1
Formation	1
Holding	3
Edition	1
Autres	5
Total	25

2 - Variations du périmètre :

A - Sorties de périmètre

Aucune sortie de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

B - Entrées de périmètre

Aucune entrée de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

C - Variation du taux de détention

Augmentation de 93.51 % à 94.11% de la participation dans la société « LA REPUBLIQUE DU CENTRE » par rachat des intérêts minoritaires résiduels.

3 - Résultats du Groupe :

Le **chiffre d'affaires** consolidé s'élève à 158 136 K€, en baisse de 0,24 % par rapport à l'exercice 2023.

Le cumul des **produits d'exploitation** du Groupe est de 169 008 K€, en baisse de 1,79%.

Globalement, les **frais et charges d'exploitation** s'élèvent à 168 241 K€ en baisse de 0,54% par rapport à 2023.

Les **salaires et charges sociales** s'élèvent à 86 705 K€, en hausse de 1,99% par rapport à 2023.

Le **résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition** de l'exercice 2024 ressort à 766 K€, il est en baisse de 73,97 % par rapport à 2023.

Compte tenu de l'impact de l'amortissement des écarts d'acquisition de (2 193 K€), de l'incidence du résultat financier de 214 K€ en 2024, de la comptabilisation des charges et produits exceptionnels détaillé ci-après, et d'un impôt sur les sociétés de (313 K€), le **résultat net global du Groupe** s'élève à (8 224 K€) contre (1 219 K€) en 2023.

Le résultat exceptionnel correspond principalement à :

(en k euros)	2024	2023
Impact des IDR sur l'exercice	163	(301)
Dot et Rep aux prov pour Risques et charges	(4 087)	187
Plus ou moins value de cessions d'actifs	(319)	1 365
Dépréciations d'actifs immobilisés	0	(394)
Indemnités diverses	(3 432)	(2 370)
Autres produits et charges	53	197
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(7 621)	(1 316)

L'impôt sur les sociétés correspond principalement à :

(en k euros)	2024	2023
I.S. comptabilisé par les sociétés	388	308
Impôts différés	(700)	284
Total	(313)	592

Changement de méthode :

Aucun changement de méthode, d'appréciation ou de correction d'erreur n'a été constaté dans l'exercice, de nature à limiter la comparabilité des comptes consolidés de l'exercice par rapport à ceux des exercices précédents.

RESULTAT :

(en k euros)	2024	2023
Part du Groupe	(8 230)	(1 328)
Part des minoritaires	6	109
RESULTAT DU GROUPE	(8 224)	(1 219)

Nous signalons que le groupe CENTRE FRANCE a retenu depuis l'exercice 2021, pour l'établissement des comptes consolidés, le règlement ANC 2020-01 dans les conditions précisées dans l'annexe.

STRUCTURE FINANCIERE

Le fonds de roulement est :

(en k euros)	2024	2023
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 860	346

* *

 *

4 - SITUATION DES SOCIÉTÉS INTEGRÉES

Nous vous détaillons ci-après la situation des sociétés intégrés dans nos comptes consolidés.

4-0 LA MONTAGNE

Société mère du groupe.

L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 1 840 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	82 521	82 446
Résultat courant	6 262	1 802
Résultat exceptionnel	(5 093)	(4 966)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(213)	(165)
Impôts sur les bénéfices	884	649
RESULTAT NET	1 840	(2 680)

4-1 AXELERYS

Société de moyen filiale de «CENTRE FRANCE COMMUNICATION», créée en novembre 2015.

L'exercice 2024 se solde par une perte de (6 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	0	0
Résultat courant	(6)	111
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	(6)	111

4-2 LE BERRY REPUBLICAIN

Société de presse filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 874 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	10 572	10 553
Résultat courant	872	1 003
Résultat exceptionnel	328	382
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(14)	(11)
Impôts sur les bénéfices	(312)	(364)
RESULTAT NET	874	1 010

4-3 CENTRE FRANCE INFO REGION « BOOSTER »

Société d'Agence de Presse filiale de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2024 se solde par une perte de (48) K€, le résultat se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	1 135	908
Résultat courant	(43)	(161)
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(5)	(2)
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	(48)	(163)

4-4 CENTRE FRANCE COMMUNICATION

Société Holding du Groupe « CENTRE FRANCE » sur « CLERMONT FERRAND - 63 », filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 296 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	893	789
Résultat courant	296	56
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	296	56

4-5 CENTRE FRANCE EVENEMENT

Société événementielle du Groupe « CENTRE FRANCE » à « CLERMONT FERRAND - 63 », filiale de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 61 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	6 366	5 647
Résultat courant	96	358
Résultat exceptionnel		(368)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(11)	(7)
Impôts sur les bénéfices	(24)	
RESULTAT NET	61	(17)

4-6 CENTRE FRANCE LIVRES « CFL »

Société d'édition de livres filiale de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION », créée en décembre 2015.

L'exercice 2024 se solde par une perte de (256) K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	1 273	1 303
Résultat courant	(253)	(222)
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(3)	(2)
Impôts sur les bénéfices		0
RESULTAT NET	(256)	(224)

4-7 CENTRE FRANCE PARC EXPO

Société événementielle du Groupe « CENTRE FRANCE » à « AUXERRE - 89 », filiale de « CENTRE FRANCE EVENEMENT ».

L'exercice 2024 se solde par une perte de (199 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	1 929	2 612
Résultat courant	(196)	233
Résultat exceptionnel		14
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(3)	(2)
Impôts sur les bénéfices		(64)
RESULTAT NET	(199)	181

4-8 CENTRE FRANCE PUBLICITE

Régie publicitaire du Groupe, filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2024 se solde par une perte de (993 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	36 265	36 057
Résultat courant	(953)	(339)
Résultat exceptionnel	18	(260)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(58)	(44)
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	(993)	(643)

4-9 DEDICAST

Société dans le domaine numérique situé sur SAINT-ETIENNE - 42, filiale de « AXELERYS » et créée en mai 2016.

L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 23 K€, le résultat se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	1 635	1 322
Résultat courant	37	39
Résultat exceptionnel		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(14)	(12)
RESULTAT NET	23	27

4-10 ECHO COMMUNICATION

Société de presse à « CHARTRES – 28 », filiale de « LA MONTAGNE » et de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 201 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	9 239	9 490
Résultat courant	277	557
Résultat exceptionnel		(306)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(16)	(14)
Impôts sur les bénéfices	(60)	(52)
RESULTAT NET	201	185

4-11 ESJ PRO

Société de formation professionnelle de journalisme sur « LILLE - 59 », filiale de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2024 se solde par une perte de (17 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	2 958	3 046
Résultat courant	(12)	10
Résultat exceptionnel		86
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(5)	(5)
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	(17)	91

4-12 L'EVEIL DE LA HAUTE LOIRE

Société de presse sur « LE PUY EN VELAY– 43 », filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2024 se solde par une perte de (558 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	4 416	4 022
Résultat courant	(338)	(456)
Résultat exceptionnel	(213)	19
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(7)	(5)
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	(558)	(442)

4-13 LE JOURNAL DU CENTRE

Société de presse à « NEVERS -58 » filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 215 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	8 376	8 389
Résultat courant	300	516
Résultat exceptionnel	13	(105)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(14)	(11)
Impôts sur les bénéfices	(84)	(110)
RESULTAT NET	215	290

4-14 ZAP EDITIONS

Société qui édite le mensuel ZAP à « CLERMONT FERRAND - 63 », filiale de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 30 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	330	393
Résultat courant	30	(59)
Résultat exceptionnel		(28)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	30	(87)

4-15 LA REPUBLIQUE DU CENTRE

Société de presse sur « ORLEANS - 45 » filiale de « LA MONTAGNE » et de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION » via la société « SOPAREP ».

L'exercice 2024 se solde par une perte de (39 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	11 031	11 291
Résultat courant	(34)	383
Résultat exceptionnel	16	11
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(21)	(16)
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	(39)	378

4-16 CENTRE FRANCE HEBDOS

Société de presse hebdomadaire sur « CLERMONT-FERRAND - 63 ». Elle exploite les titres hebdomadaires du groupe. Filiale de « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2024 se solde par une perte de (1 750 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	5 756	6 052
Résultat courant	(1 040)	(599)
Résultat exceptionnel	(691)	225
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(19)	(15)
Impôts sur les bénéfices	0	0
RESULTAT NET	(1 750)	(389)

4-17 LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE OUEST « NRCO »

Groupe de presse quotidienne régional sur la région de « TOURS – 37 ». Participation du groupe à hauteur de 16%.

Les comptes consolidés du groupe NRCO pour L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 1 784 K€.

4-18 LE POPULAIRE DU CENTRE

Société de presse à « LIMOGES – 87 », filiale de la société « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 2 083 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	11 856	11 943
Résultat courant	1 304	1 515
Résultat exceptionnel	1 564	(192)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(20)	(16)
Impôts sur les bénéfices	(765)	(332)
RESULTAT NET	2 083	975

4-19 CENTRE FRANCE PORTAGE

Société de portage pour les journaux du Groupe, filiale de la société « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2024 se solde par une perte de (684) K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	11 550	8 778
Résultat courant	(589)	(932)
Résultat exceptionnel		(161)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(95)	(74)
Impôts sur les bénéfices	0	0
RESULTAT NET	(684)	(1 167)

4-20 CENTRE FRANCE SERVICES

Société filiale de la société « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2024 se solde par une perte de (1 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	0	0
Résultat courant	(1)	(1)
Résultat exceptionnel	0	0
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	0	0
RESULTAT NET	(1)	(1)

4-21 SOCIETE DE PARTICIPATION DE LA REPUBLIQUE DU CENTRE (SOPAREP)

Société Holding de la « REPUBLIQUE DU CENTRE », filiale de « LA MONTAGNE », de « CENTRE FRANCE COMMUNICATION » et de la « NRCO ».

L'exercice 2024 se solde par une perte de (32 K€), qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	0	0
Résultat courant	(32)	(48)
Résultat exceptionnel	0	0
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	0	0
RESULTAT NET	(32)	(48)

4-22 CENTRE FRANCE MAGAZINES

Société de presse magazine au « PUY EN VELAY – 43 », filiale de la société « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 255 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	1 689	1 414
Résultat courant	255	8
Résultat exceptionnel		(3)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT NET	255	5

4-23 L'YONNE REPUBLICAINE

Société de presse à « AUXERRE – 89 », filiale de la société « LA MONTAGNE ».

L'exercice 2024 se solde par une perte de 258 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	13 680	14 011
Résultat courant	(204)	587
Résultat exceptionnel	(56)	179
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(36)	(27)
Impôts sur les bénéfices	38	37
RESULTAT NET	(258)	776

4-24 VARENNE CENTRE FRANCE

Société de gestion de biens immobiliers, filiale de « LA MONTAGNE » et « CENTRE FRANCE COMMUNICATION ».

L'exercice 2024 se solde par un bénéfice de 196 K€, qui se décompose comme suit :

(en k euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	312	302
Résultat courant	261	285
Résultat exceptionnel		(1)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	(65)	(71)
RESULTAT NET	196	213

5 - EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Nous n'avons pas d'information à donner sur l'évolution du périmètre.

L'année 2024 a été marquée par des mouvements de grève, les titres du Groupe ont fait l'objet de jours de non-parution. Le Groupe a mis en œuvre un plan de départ volontaire autonome (PDVA).

Sans modifier son activité, Le Groupe va continuer à jouer son rôle d'acteur de vie locale et de lien social.

Malgré nos ambitions, l'année 2025 sera marqué par un contexte difficile, avec une érosion naturelle de notre diffusion, une dégradation du pouvoir d'achat de nos abonnés et un climat des affaires compliqué qui pourrait nuire à nos performances publicitaires, malgré nos ambitions. Le PDVA continuera à se déployer au cours de l'année et 2025 sera l'année de livraison de notre nouveau centre d'impression à Cébazat (63). Le Groupe devra continuer à s'adapter aux évolutions du marché et anticiper les basculements de modèles.

Le Groupe a enregistré sur le premier trimestre 2025 des mouvements de grève au centre d'impression.

A la date d'arrêté des comptes 2024 par le conseil d'administration, la direction n'anticipe pas, au titre du contexte décrit ci-dessus, des conséquences qui seraient de nature à remettre en cause la capacité du Groupe Centre France à poursuivre son exploitation.

Nous engageons au même titre que l'exercice précédent, à l'échelle du groupe, une réflexion sur nos différents pôles d'activités, portant sur la croissance et le développement de nos revenus et la maîtrise de nos charges.

6 - ANALYSE DE L'EVOLUTION DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

Conformément aux dispositions de l'article L225-100-2 du Code de Commerce, nous vous présentons une analyse financière du groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

Les produits d'exploitation s'élèvent à 169 008 K€ au 31 Décembre 2024 et sont en baisse de 1,79 %, avec un chiffre d'affaires en baisse de 0,24 %.

Le résultat d'exploitation du groupe s'élève à 766 K€ au 31 Décembre 2024 en baisse de 73.97 % par rapport à l'exercice précédent.

Le GROUPE CENTRE FRANCE dispose des instruments financiers pour financer son exploitation et sa croissance.

7 – AUTRES INFORMATIONS

7-1 Activités du groupe en matière de recherche et de développement

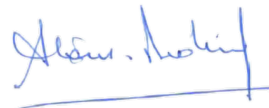
Le Groupe a une activité en matière de recherche et développement en ce qui concerne le digital.

7-2 Déclaration de performance extra-financière (DPEF)

Conformément aux dispositions prévues au I et au II de l'article R.225-105 une DPEF a été établie, ce document présente en particulier notre modèle d'affaires, les principaux risques, les politiques, les diligences et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance.

Il est annexé au présent rapport.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION





GROUPE CENTRE FRANCE

Comptes Consolidés

Exercice 2024

SOMMAIRE

Comptes consolidés

Périmètre de Consolidation

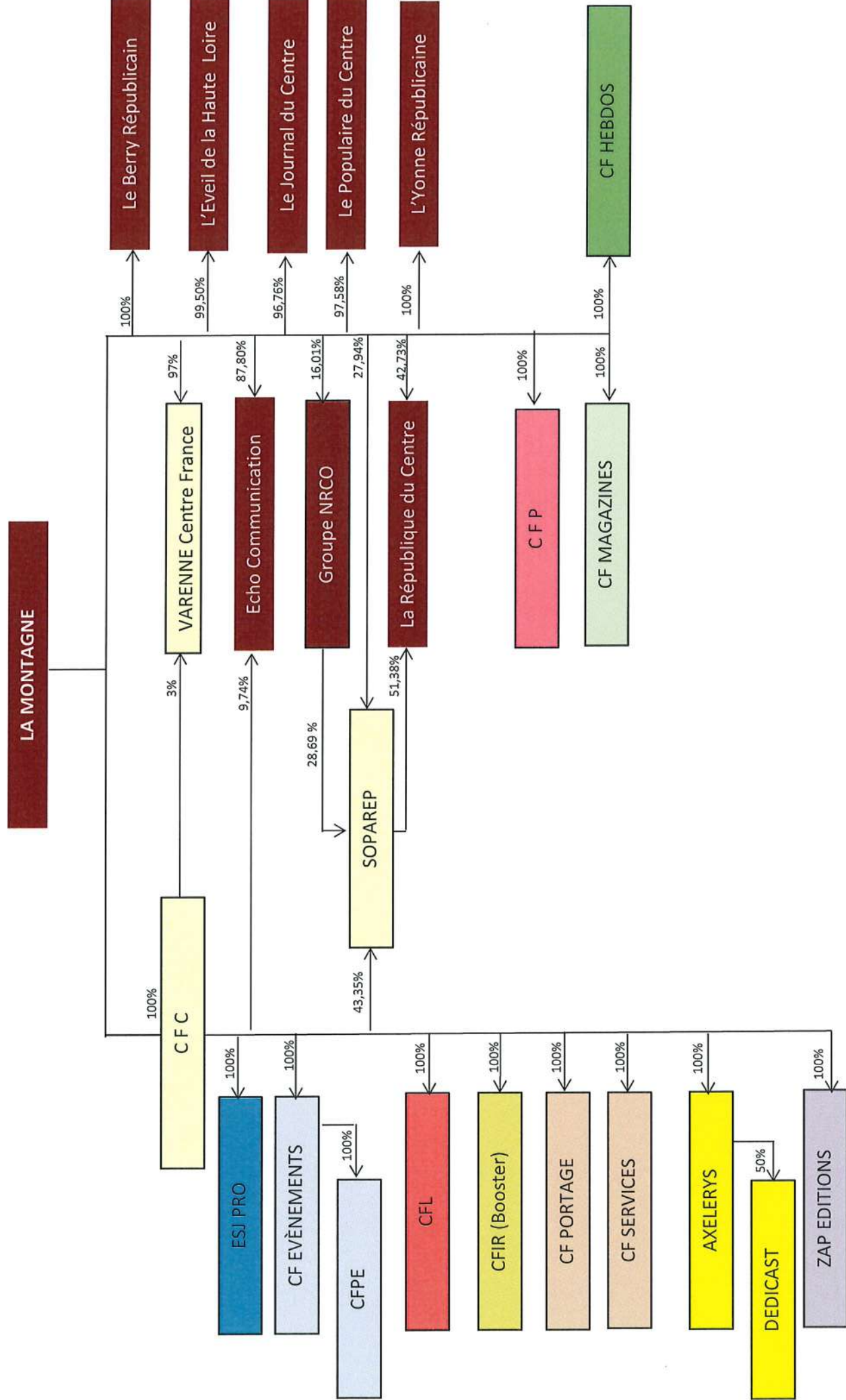
Comptes consolidés au 31 décembre 2024

Bilan Actif - Passif

Compte de Résultat

Tableau de flux

Annexe des comptes consolidés





COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2024

GROUPE CENTRE FRANCE

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2024

(avant répartition en Euros)

ACTIF	2024	2023
Actif immobilisé		
Immobilisations incorporelles	27 353 453	29 001 647
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	26 418 008	26 127 877
Immobilisations corporelles	32 470 331	24 463 770
Immobilisations financières	11 587 024	11 664 745
Actif immobilisé	71 410 808	65 130 162
Actifs circulant		
Stocks et en-cours	1 258 442	1 361 339
Créances clients et comptes rattachés	14 631 956	16 507 353
Autres créances et comptes de régularisation	15 350 890	16 027 225
Valeurs mobilières de placement	5 843 713	4 114 100
Disponibilités	6 991 538	11 590 187
Total de l'actif	115 487 347	114 730 366
PASSIF	2024	2023
Capital	609 796	609 796
Réserves et résultat consolidés	17 487 802	25 032 933
Capitaux propres groupe	18 097 598	25 642 729
Intérêts des minoritaires	1 972 514	2 203 359
Fonds non remboursables et assimilés (TSDI)	5 000 000	5 000 000
Total Fonds Propres	25 070 112	32 846 088
Provisions pour risques et charges	15 942 182	13 611 970
Dettes		
Emprunts et dettes financières	14 998 670	9 118 248
Fournisseurs et comptes rattachés	13 777 501	11 392 098
Autres dettes et comptes de régularisation	45 698 882	47 761 962
Total du passif	115 487 347	114 730 366

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2024

(en Euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	158 136 079	158 512 818
Autres produits d'exploitation	9 949 573	10 900 259
Achats consommés	6 830 427	8 225 270
Charges de personnel (dont participation des salariés)	86 705 287	85 015 755
Autres charges d'exploitation	67 948 679	68 831 696
Impôts, taxes et versements assimilés	3 222 713	3 353 170
Excédent brut exploitation (EBE)	3 378 546	3 987 186
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	922 000	2 680 882
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 682 873	3 054 626
Dotations aux provisions /immobilisations		
Dotations aux provisions sur actifs circulants	851 506	670 054
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	766 167	2 943 388
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	2 193 185	2 213 093
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	(1 427 018)	730 295
Charges et produits financiers	214 440	(23 253)
Charges et produits exceptionnels	(7 621 481)	(1 315 805)
Impôts sur les résultats	(312 529)	592 042
Résultat net des entreprises intégrées	(8 521 530)	(1 200 805)
Résultat des sociétés mises en équivalence	297 296	(17 717)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(8 224 234)	(1 218 522)
Résultat hors-groupe	6 004	109 412
Résultat net (part du groupe)	(8 230 238)	(1 327 934)
Résultat par action	(205,76)	(33,20)
Résultat dilué par action	(205,76)	(33,20)
Résultat par action avant dot. aux amortissements des écarts d'acquisitions	(150,93)	22,13

TABLEAU DES FLUX

(en Euros)	2024	2023
Résultat net des sociétés intégrées	(8 224 234)	(1 218 523)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions	8 078 921	5 352 195
Plus-values de cession (nettes d'impôt)	318 928	(1 366 018)
Variation des impôts différés	(700 469)	283 757
Q/P des résultats des sociétés mise en équivalence	(297 296)	17 717
Profit sur abandon		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	(824 150)	3 069 128
Dividendes reçues des sociétés mises en équivalence	0	117 451
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 860 316	346 384
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 036 166	3 532 963
Acquisitions d'immobilisations	(10 519 364)	(8 620 986)
Cessions d'immobilisations (nettes d'impôt)	449 925	1 782 424
Incidences des variations de périmètre		(20 000)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(10 069 439)	(6 858 562)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(85 327)	(1 006)
Augmentation ou diminutions de capital en numéraire		
Souscriptions d'emprunts	8 069 141	7 000 000
Remboursements d'emprunts (Dont Credit Bail)	(1 831 502)	(2 262 689)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	6 152 312	4 736 305
Trésorerie d'ouverture	15 704 287	14 293 581
Trésorerie de clôture	12 823 327	15 704 287
Variation de trésorerie	(2 880 960)	1 410 706



ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS

GROUPE CENTRE FRANCE

Comptes consolidés LA MONTAGNE

45 rue du Clos Four

63 056 CLERMONT-FERRAND CEDEX 2

Note liminaire

L'annexe des comptes consolidés ainsi développée, fait partie intégrante des comptes annuels consolidés de l'exercice 2024. Ces comptes annuels se caractérisent par les données suivantes :

Chiffre d'affaires	158 136 079
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	766 167
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	(1 427 018)
Résultat de l'ensemble consolidé	(8 224 234)
Résultat net (part du groupe)	(8 230 238)

Présentation du Groupe

Le Groupe CENTRE FRANCE comporte au 31 décembre 2024 vingt-cinq Sociétés (cf. tableaux de l'organigramme et du périmètre de consolidation) représentant les domaines d'activité suivants :

<u>Activité</u>	<u>Nb Société</u>
Presse Quotidienne	9
Presse Hebdomadaire	1
Agences de Presse	1
Régie Publicitaire	1
Evénementiel	2
Portage	1
Formation	1
Holding	3
Edition	1
Autres	5
Total	25

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

I - Périmètre de consolidation.....	4
Variations du périmètre	
A - Sorties de périmètre	6
B - Entrées de périmètre	6
C - Variation du taux de détention	6
II - Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation	7
A - Changement de méthode, Changement d'appréciation, Correction d'erreur... 7	
B - Méthodes de consolidation.....	7
C - Date d'arrêté des comptes des Sociétés	7
D - Méthodes comptables	8 à 11
III - Détails des comptes Actifs et Passifs	
A - État des immobilisations	12
B - État des amortissements et provisions	13
C - Suivi des écarts acquisition.....	14
D - Les opérations de location financement.....	15
E - Sociétés mises en équivalence	15
F - Stocks et en cours	15
G - Clients et comptes rattachés.....	16
H - Autres créances et comptes de Régularisation actif	16
I - Trésorerie.....	16
J - Tableau de variation des capitaux propres	17
K - État des provisions pour risques et charges	17
L - État des échéances des dettes.....	19
IV - Détail Compte de résultat	
A - Chiffre d'affaires consolidé par activité	20
B - Effectifs et frais de personnel.....	20
C - Rémunération des dirigeants	21
D - Résultat financier	21
E - Résultat exceptionnel	22
F - Impôt sur les sociétés	23 et 24
V - Autres informations	
A - Événements postérieurs à la clôture.....	26

I – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

SOCIETES	Méthode de Consolidation		% contrôle Groupe		Activité
	2024	2023	2024	2023	
La Montagne	IG	IG	Consolidante	Consolidante	Presse Quotidienne
Le Berry Républicain	IG	IG	100,00	100,00	Presse Quotidienne
Centre France Info Région	IG	IG	100,00	100,00	Agences de Presse
Centre France Communication	IG	IG	100,00	100,00	Holding
Centre France Evenements	IG	IG	100,00	100,00	Événementiel
Centre France Publicité	IG	IG	100,00	100,00	Régie Publicitaire
Centre France Portage	IG	IG	100,00	100,00	Portage
Centre France Services	IG	IG	100,00	100,00	Holding
Echo Communication	IG	IG	97,54	97,50	Presse Quotidienne
ESJ PRO	IG	IG	100,00	100,00	Formation
Eveil de la Haute Loire	IG	IG	99,58	99,58	Presse Quotidienne
Journal Du Centre	IG	IG	96,76	95,04	Presse Quotidienne
La République du Centre	IG	IG	94,11	93,51	Presse Quotidienne
Centre France Hebdos	IG	IG	100,00	100,00	Presse Hebdomadaire
NRCO	ME	ME	16,01	16,01	Presse Quotidienne
Parc Expo	IG	IG	100,00	100,00	Événementiel
Populaire du Centre	IG	IG	97,58	97,33	Presse Quotidienne
SOPAREP	IG	IG	71,28	71,28	Holding
Centre France magazines	IG	IG	100,00	100,00	Autres
Varenne Centre France	IG	IG	100,00	100,00	Autres
L'Yonne Républicaine	IG	IG	100,00	100,00	Presse Quotidienne
Axelerys	IG	IG	100,00	100,00	Autres
Dedicast	ME	ME	50,00	50,00	Autres
Centre France Livre	IG	IG	100,00	100,00	Editions
Zap Editions	IG	IG	100,00	100,00	Autres

IG : intégration globale IP : intégration proportionnelle ME : mise en équivalence

Faits significatifs :

Le groupe a enregistré en 2024 des mouvements de grève qui ont entraîné des jours de non-parution.

Une hausse de prix de vente de 20 centimes de nos quotidiens a été réalisée au 1er juin 2024.

Le groupe poursuit la construction de son nouveau Centre d'Impression à Cébazat (63), les investissements réalisés au titre du projet sont comptabilisés en immobilisations en cours.

Le groupe a mis en œuvre un plan de départ volontaire autonome (PDVA), celui-ci a été homologué par la DREETS le 16 octobre 2024. Les comptes consolidés annuels 2024 traduisent l'exécution du plan au résultat exceptionnel consolidé pour la partie des indemnités et congés de reclassement versés ou à verser.

S'agissant du plan filière (dit plan *PRIM* pour "Plan Réseau IMprimerie") signé par les partenaires sociaux et homologué par la DREETS en février 2022, les comptes consolidés annuels 2024 traduisent l'exécution du plan au résultat exceptionnel consolidé pour la partie des indemnités et congés de reclassement versés, les derniers départs sont intervenus en fin d'année 2024.

Le groupe a engagé une réflexion sur le positionnement géographique de ses titres au niveau de son pôle PHR. Le travail sur son nombre d'éditions et la réorganisation de ses titres ont été traduits au résultat exceptionnel consolidé de manière prospective dans les comptes annuels de l'exercice 2024.

Variation du périmètre :

A - Sorties de périmètre

Aucune sortie de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

B - Entrées de périmètre

Aucune entrée de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

C - Variation du taux de détention

Augmentation de 93.51 % à 94.11% de la participation dans la société « LA REPUBLIQUE DU CENTRE » par rachat des intérêts minoritaires résiduels.

II - PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION, COMPARABILITE

Le GROUPE CENTRE FRANCE applique le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-01 pour l'établissement de ses comptes consolidés.

La consolidation du groupe CENTRE FRANCE répond aux méthodes préconisées par le règlement, avec notamment l'enregistrement des provisions pour indemnités de départ à la retraite, ainsi que la prise en compte des actifs et passifs d'impôts différés.

A Changement de méthode, Changement d'appréciation, Correction d'erreur

Aucun changement de méthode, d'appréciation ou de correction d'erreur n'a été constaté dans l'exercice, de nature à limiter la comparabilité des comptes consolidés 2024 par rapport à ceux des exercices précédents.

A-1 Changement de présentation des comptes consolidés

Aucun changement de présentations des comptes consolidés n'est intervenu au titre de l'exercice par apport aux exercices précédents.

B Méthodes de consolidation

Les sociétés inscrites dans le périmètre de consolidation sont celles dont LE GROUPE CENTRE FRANCE contrôle directement ou indirectement, conformément au Décret du 17 février 1986, plus de 20 % du capital, sauf si le Groupe estime avoir une influence notable sur la gestion de la société.

Les Sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Celles dans lesquelles le Groupe partage le contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, les autres sont consolidées par mise en équivalence.

Les critères retenus ont conduit à sélectionner, outre la Société mère, les Sociétés figurant sur le tableau qui précède (Cf. : I – Périmètre de consolidation).

C Date d'arrêté des comptes des Sociétés

Les exercices des Sociétés consolidées correspondent à l'année civile, soit le 31 décembre 2024 pour un exercice social d'une durée de douze mois, à l'exclusion des sociétés créées ou acquises au cours de l'exercice.

D Méthodes comptables**d-1 Écarts d'acquisition :**

Les dispositions de la première application du règlement n°2015-07 de l'Autorité des Normes Comptables du 23 novembre 2015 relatif aux comptes consolidés sont traduites au niveau des comptes consolidés. Le Groupe CENTRE FRANCE a maintenu les plans d'amortissement antérieurs pour tous les écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition « Goodwill » résultent du retraitement initial des sociétés inscrites dans le périmètre de consolidation du « GROUPE CENTRE FRANCE ». Ces écarts font l'objet d'un amortissement linéaire de 10 à 30 ans selon les activités.

Les frais pour l'acquisition des titres de participation (honoraires, frais de restructuration...) sont inclus dans la valorisation du « Goodwill ».

Ces mêmes « Goodwills » feraient l'objet d'un amortissement exceptionnel dans l'éventualité où les critères ayant présidé à l'acquisition des titres des sociétés concernées ne seraient plus durablement respectés.

Un tableau de la variation des « Goodwills » est présenté dans la partie « III – Détail des comptes Actifs et Passifs ».

d-2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées au bilan pour leur valeur d'acquisition et amortis sur leur durée probable d'utilisation à l'exception des droits au bail non amortissables.

Les fonds de commerce sont amortis sur une durée de 30 ans en ce qui concerne les titres de presse quotidienne, 20 ans en ce qui concerne les titres de presse hebdomadaires et 10 ans en ce qui concerne les autres activités du groupe. Ces fonds font l'objet d'un amortissement exceptionnel lorsque leur valeur actuelle est inférieure à la valeur pour laquelle ils sont inscrits à l'actif à la lecture des tests de dépréciation pratiqués annuellement.

d-3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. La méthode de comptabilisation par composants a été appliquée aux constructions, conformément au règlement CRC 2002-10. Ce règlement a notamment été appliqué pour le traitement comptable du bâtiment « rue du Clos Four »

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des immobilisations et de leurs durées probables d'utilisation. Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable. Les principales durées d'utilisation sont les suivantes (en années):

- Constructions	10 à 25 ans
- Matériel et Outillage	3 à 14 ans
- Installations Générales, Agencements	10 ans
- Matériel de Transport	5 ans
- Matériel Bureau et Informatique (dont Mobilier)	3 ans

d - 4 Opérations de location financement

Conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-01, les biens financés selon un contrat de location financement et répondant aux critères d'activation sont comptabilisés à l'actif pour leur coût de revient et amortis selon la méthode présentée au point « d-3 Immobilisations corporelles ». La dette correspondante est inscrite au passif. Les charges de loyer sont annulées en contrepartie des charges financières et des amortissements économiques.

d-5 immobilisations financières

A l'exception des « titres mis en équivalence » dont la valeur est représentative de la quote-part détenue dans les sociétés considérées, les immobilisations financières sont évaluées à leur valeur comptable historique. Elles font néanmoins l'objet de dépréciations individuelles lorsque celles-ci s'avèrent nécessaires lors de la comparaison de cette valeur historique à leur valeur probable de réalisation.

Préalablement à leurs mises en équivalence, les titres «NRCO» détenus par le GROUPE CENTRE FRANCE ont été évalués à leur juste valeur.

d-6 Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat et des frais accessoires.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur brute s'avère supérieure à la valeur de réalisation des éléments en stocks.

d-7 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances font l'objet de dépréciations individuelles dans l'hypothèse où leur valeur probable de réalisation devient inférieure à la valeur historique pour laquelle elles sont inscrites à l'actif du bilan.

d-8 Autres créances et comptes de régularisation

Les autres créances comprennent notamment les créances sociales et fiscales, les débiteurs divers. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances est inférieure à leur valeur comptable.

d-9 Actifs d'Impôts différés

Le taux d'impôt sur les sociétés utilisé sur l'exercice correspond au taux légal en vigueur. Le taux d'imposition de 25% a été appliqué pour le calcul des impôts différés passif et actifs. Les créances d'impôts sur les reports déficitaires des filiales n'ont été retenues que pour les sociétés dont la probabilité de revenir à une situation bénéficiaire a été jugée raisonnable. Un netting d'impôts différés actif et passif a été opérée au niveau de chaque société.

d-10 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur à la date de la clôture.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque le cours de rachat de ces valeurs mobilières est inférieur à leur valeur au bilan.

d-11 Réserves

Il s'agit des réserves de la Société mère et de celles acquises dans les filiales depuis leur acquisition. Les amortissements dérogatoires et provisions réglementées sont retraitées.

d-12 Intérêts des minoritaires

Il s'agit pour toutes les filiales intégrées de la part des actionnaires minoritaires dans la situation nette comptable et de leurs droits dans les résultats des Sociétés consolidées par intégration globale.

En ce qui concerne les sociétés dont les capitaux propres sont négatifs aucun intérêt minoritaire n'a été constaté.

d-13 Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés, à l'égard des tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Une provision pour indemnités de départ en retraite « IDR » a été calculée pour l'ensemble des sociétés du Groupe prenant en compte les tables de mortalité, un coefficient de rotation du personnel et un taux d'actualisation, le taux d'actualisation retenu pour l'exercice 2024 est de 3,37 % celui-ci s'élevait à 3,45 % en 2023.

La méthode retenue consiste à retenir pour l'évaluation des droits, l'ensemble de la période d'emploi du salarié soit à compter de sa date d'embauche jusqu'à sa date de départ en retraite. L'âge de départ à la retraite retenu en 2024 est de 64 ans.

d-14 Provisions pour l'article 39 bis du CGI

Selon la règle en vigueur pour l'établissement des comptes consolidés, les provisions constituées dans le cadre de l'article « 39 bis du CG I » sont éliminées sous déduction de l'impôt s'y rattachant.

d-15 Subventions d'équipement

Les subventions d'équipement sont comptabilisées en capitaux propres consolidés. Ces subventions sont réparties entre les intérêts de LA MONTAGNE, entité consolidante, et les intérêts minoritaires. Les subventions d'investissements comptabilisées en capitaux propres sont reprises en résultat consolidé au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

d-16 Produits constatés d'avance

Le poste « Produits constatés d'avance » est constitué essentiellement de la « dette à servir aux abonnés » au titre des parutions à venir.

d-17 Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits qui échappent à la récurrence de l'activité des sociétés sont inscrits au résultat exceptionnel, au même titre que le résultat des cessions d'actifs immobilisés.

III – Détails des comptes Actifs et Passifs

A - État des immobilisations

Les mouvements de l'actif immobilisé brut s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	A nouveau	Augment.	Autres variations		Diminution	Solde
			Entrée	Sortie		
Ecart d'acquisition	52 424		8 853			61 277
Immobilisations incorporelles	24 092	455		(8 853)	(574)	15 120
Immobilisations corporelles	127 938	10 583			(288)	138 233
Immobilisations financières	12 266	294			(769)	11 791
TOTAL	216 720	11 332	8 853	(8 853)	(1 630)	226 422

Les autres variations correspondent au reclassement des fonds de commerce historiquement inclus en immobilisations incorporelles.

Les **immobilisations financières** au 31 décembre 2024 correspondent aux éléments suivants (en milliers d'euros) :

Titres de participations (non consolidés)	4 933
Autres titres immobilisés	317
Titres mis en équivalence	4 470
Prêts	1 646
Autres immobilisations financières	425
TOTAL	11 791

B - État des amortissements et provisions

Les mouvements des amortissements et des provisions s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	A nouveau	Augment.	Autres variations		Diminution	Solde
			Entrée	Sortie		
Ecart d'acquisition	26 297	1 796	6 767			34 860
Immobilisations incorporelles	21 218	307		(6 767)	(574)	14 185
Immobilisations corporelles	103 474	2 579			(290)	105 763
Immobilisations financières	599	26			(423)	203
TOTAL	151 589	4 708	6 767	(6 767)	(1 286)	155 010

Les autres variations correspondent au reclassement des amortissements et dépréciations des fonds de commerce historiquement inclus en immobilisations incorporelles.

État des immobilisations nettes des amortissements et des provisions

(en milliers d'euros)	A nouveau	Actifs		Amort & Prov.		Autres variations	Solde
		Entrée	Sortie	Aug	Dim		
Ecart d'acquisition	26 127			1 796		2 086	26 417
Immobilisations incorporelles	2 875	455	(574)	307	(574)	(2 086)	936
Immobilisations corporelles	24 463	10 583	(288)	2 579	(290)		32 470
Immobilisations financières	11 665	294	(769)	26	(423)		11 587
TOTAL	65 130	11 332	(1 630)	4 708	(1 286)	0	71 411

Les autres variations correspondent au reclassement des valeurs nettes des fonds de commerce historiquement inclus en immobilisations incorporelles.

Dépréciation des goodwill et fonds de commerce

Les goodwill éléments incorporels des fonds de commerce font l'objet d'un amortissement linéaire sur 30 ans en ce qui concerne les titres de presse et sur 10 ans en ce qui concerne les autres activités du Groupe. L'amortissement des titres de presse et le choix d'une durée de 30 ans sont liés à la notion de « MARQUE », à la mutation numérique incontournable et à l'obsolescence programmée des supports papier.

Tests de dépréciation

Les Ecart d'acquisition et fonds de commerce associés font l'objet de tests de dépréciation basés sur les flux prévisionnels de trésorerie attendus de l'exploitation des différents titres de presse quotidienne ou

hebdomadaire. Chaque titre de presse quotidienne constitue une unité génératrice de trésorerie ; la presse hebdomadaire constitue une seule unité (CENTRE FRANCE HEBDOS).

Les flux prévisionnels de trésorerie résultent de la valeur actualisée des excédents bruts d'exploitation futurs calculés sur une période de six ans, associée à une valeur de sortie basée sur le chiffre d'affaires prévisionnel.

La comparaison des valeurs ainsi obtenues à celles résultant de l'amortissement linéaire des goodwills sur les durées précitées déclenche une dépréciation exceptionnelle dudit goodwill dans l'éventualité où la valeur des flux actualisés de trésorerie apparaît plus faible que la valeur, nette des amortissements pratiqués, de ces mêmes goodwills.

Selon cette définition, aucune dépréciation complémentaire n'a été comptabilisée dans les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2024.

C - Suivi des écarts acquisition (en k€)

(en milliers d'euros)	Valeur début période	Aug sur acquisition/Dot Amort	Aug sur variation de périmètre	Diminution	Valeur Fin de période
Valeur Brute	52 424				52 424
Amortissements	(26 297)	(1 796)			(28 092)
VNC	26 128				24 332

D – Les opérations de location financement

L'impact à la clôture de l'activation des biens financés par contrat de « location financement » peut être synthétisé comme suit :

en K euros

Nature	Valeurs Brutes	Amortissements	Nette fin N	Nette fin N-1
Constructions	2 990	(2 392)	598	747
Immobilisations financées en crédit bail	2 990	(2 392)	598	747

E – Sociétés mises en équivalence

Détail des titres des sociétés mises en équivalence :

Sociétés	Titres mis en équivalence		Contribution au résultat consolidé	
	N	N-1	N	N-1
NRCO	4 067	3 782	286	(31)
DEDICAST	403	626	12	13
Titres mis en équivalence	4 470	4 408	297	(18)

F – Stocks et en cours

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Matières premières, approvisionnements	1 054	(50)	1 004	1 069
En cours de biens	12		12	68
Produits intermédiaires et finis	357	(115)	242	225
Marchandises	0		0	0
TOTAL	1 423	(165)	1 258	1 361

Les stocks sont constitués principalement de matières premières (Papiers, encres, plaques). Les produits intermédiaires et finis correspondent aux stocks de livres.

G – Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Créances clients	15 752	(1 120)	14 632	16 507
TOTAL	15 752	(1 120)	14 632	16 507

Toutes les échéances des créances clients et comptes rattachés sont exigibles à moins d'un an.

H – Autres créances et comptes de Régularisation actif

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Avances et acomptes versés	918		918	268
Autres créances (1)	10 877	(1 606)	9 271	10 437
Charges constatées d'avance	2 209		2 209	2 305
Actifs d'impôt différé	2 952		2 952	3 018
TOTAL	16 957	(1 606)	15 351	16 027

(1) Les autres créances sont constituées de la manière suivante (en valeur nette):

(en milliers d'euros)	valeur nette N	valeur nette N-1
TVA récupérable	3 890	3 331
Créance sociales et fiscales	388	1 456
Créances diverses	4 993	5 650
TOTAL	9 271	10 437

I – Trésorerie

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Valeurs Mobilières de placement	6 130	(287)	5 844	4 114
Disponibilités	6 992		6 992	11 590
Total trésorerie active	13 122	(287)	12 835	15 704
Concours bancaires courants	(12)		(12)	0
TRESORERIE NETTE	13 110	(287)	12 823	15 704

J- Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Groupe	Minoritaires	Totaux
Situation des capitaux propres consolidés d'ouverture	25 642	2 204	27 847
Résultat consolidé N	(8 230)	6	(8 224)
Variation de capital			0
Dividendes versés autres sociétés		(91)	(91)
Dividendes versés MEE	(229)		(229)
Subventions d'investissement	768		768
Variations de périmètre (1)	148	(148)	0
Autres variations (2)	(2)	2	(0)
Capitaux propres consolidés à la clôture	18 098	1 973	20 071

(1) Incidence rachats aux minoritaires du Groupe (y compris ajustement sur taux de détention)

(2) Réaffectation des pertes des minoritaires au Groupe

K- Provisions pour risques et charges

Les mouvements des provisions pour risques et charges s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Début	Augmentations	V. Périmètre	Diminutions	Fin
Provisions pour risques et charges	5 322	6 525		(4 031)	7 815
Provisions pour I.D.R.	8 290	423		(586)	8 127
TOTAL	13 612	6 947	0	(4 617)	15 942

Détail des provisions pour risques et charges en fin d'exercice

(en milliers d'euros)	Montant
Provisions pour I.D.R.	8 127
Provisions pour litige sociaux et autres contentieux	7 214
Provision pour médaille du travail	293
Provisions clients et retours	308
Total provisions pour risques et charges	15 942

L - État des échéances des dettes

(en milliers d'euros)	Montant total	Montant à un an au plus	Montant à plus de 1 an et - de 5 ans	Montant à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des E.C.	14 982	1 720	5 172	8 091
Emprunts et dettes financières diverses	4	4		
Avances et acomptes	1 221	1 221		
Dettes fournisseurs	9 306	9 306		
Dettes fiscales et sociales	19 849	19 849		
Dettes sur immobilisations	4 471	4 471		
Passifs d'impôts différés	5 336	5 336		
Autres dettes	2 336	2 336		
Produits constatés d'avance	16 956	16 956		
TOTAL	74 463	61 200	5 172	8 091

Les produits constatés d'avance correspondants pour l'essentiel aux dettes abonnées à servir dans les titres de Presse et Hebdomadaire. Ces dettes sont individuellement calculées à l'aide du logiciel de gestion des ventes abonnées « ZUORA ».

L-1 Variation de l'endettement du Groupe

(en milliers d'euros)	Début	Augmentations	V. Périmètre	Diminutions	Fin
Empr & dettes..Ets crédit	9 111	7 700		(1 828)	14 983
Intérêts courus sur emprunts	0				0
Concours bancaires courants	(0)	12		0	11
Emprunt en crédit-bail	0				0
Dettes financières diverses	8			(4)	4
TOTAL	9 118	7 712	0	(1 832)	14 998

Au cours de l'exercice, le Groupe a remboursé un montant de 1,83 M€ d'emprunts et de concours bancaires et a souscrit de nouveaux emprunts à hauteur de 7,7 M€.

Lignes de crédit

Le Groupe bénéficie de lignes de crédit d'un montant total de 4,618 Millions € réparties de la manière suivants :

- BNP PARIBAS 0,5 M€
- SOCIETE GENERALE 0,45 M€
- CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE 1,5 M€
- ARKEA 0,668 M€
- CREDIT AGRICOLE 1,5 M€

IV – Détail Compte de résultat**A - Chiffre d'affaires consolidé par activité****Récap par activité :**

Activité	CA en k euros	
	2024	2023
Presse Quotidienne	93 904	94 066
Presse Hebdo	4 630	4 533
Publicitaire	34 181	35 341
Labeur	649	819
numérique contenus + Pub	10 873	9 882
Formation	2 958	3 039
Editions	1 212	1 236
Evenementiel	6 560	6 919
Autres	3 169	2 677
TOTAL	158 136	158 512

B – Effectifs et frais de personnel

Les effectifs du groupe sont de 1 450 personnes en 2024 contre 1 463 personnes au 31 décembre 2023.

	2024	2023
Effectif périmètre constant n/n-1	1 450	1 463
Effectif sur variation périmètre		
Total effectif groupe Centre France	1 450	1 463

La participation des salariés est comptabilisée dans les charges de personnel, elle s'élève à un montant de 542 K€ en 2024 contre 417 K€ en 2023.

L'intéressement des salariés est comptabilisé dans les charges de personnel pour un montant de 221 K€ en 2024 contre 406 K€ en 2023.

Les frais de personnels se décomposent de la manière suivante

Les frais de personnels évoluent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2024	2023
Salaires et traitements	63 466	62 287
Charges sociales	23 239	22 728
Total frais de personnel	86 705	85 016

C – Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations allouées au titre de leurs mandats est de 815 836 euros.

D – Résultat financier

Les principaux éléments du résultat financier sont les suivants (en milliers d'euros) :

(en k euros)	2024	2023
Autres produits de participation	156	30
Produits des autres val. Mobilières et créances de l'actif immo.	58	0
Autres intérêts et produits assimilés	545	284
Produits nets sur cessions de VMP	0	0
Reprises de provisions, transferts charges	445	101
Autres produits financiers		0
PRODUITS FINANCIERS	1 204	415
Intérêts et charges assimilés	(654)	(439)
Dotations aux provisions financières (VMP et comptes courants)	(159)	0
Autres charges financières	(177)	0
CHARGES FINANCIERES	(990)	(439)
RESULTAT FINANCIER	214	(23)

E - Résultat exceptionnel

Les principaux éléments du résultat exceptionnel sont les suivants (en milliers d'euros) :

(en k euros)	2024	2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	82	551
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	33	1 644
Reprises de provisions, transferts charges	5 032	1 922
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 148	4 117
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(4 463)	(3 108)
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	(319)	(194)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	(7 987)	(2 131)
CHARGES EXCEPTIONNELLES	(12 769)	(5 433)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(7 621)	(1 316)

Le détail du résultat exceptionnel 2024 est le suivant :

(en k euros)	2024	2023
Impact des IDR sur l'exercice	163	(301)
Dot et Rep aux prov pour Risques et charges	(4 087)	187
Plus ou moins value de cessions d'actifs	(319)	1 365
Dépréciations d'actifs immobilisés	0	(394)
Indemnités départs et versements sur litiges	(3 432)	(2 370)
Autres produits et charges	53	197
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(7 621)	(1 316)

F - Impôt sur les sociétés

Détail de l'impôt sur les sociétés :

(en k euros)	2024	2023
I.S. comptabilisé par les sociétés	388	308
Impôts différés	(700)	284
Total	(313)	592

Preuve de l'impôt :

(en k euros)	2024	2023
Résultat consolidé	(8 224)	(1 219)
IS consolidé (I)	(313)	592
Résultat consolidé avant IS	(8 537)	(626)
Amortissements des goodwill	2 193	2 213
Charges définitivement non déductibles	371	140
Reports déficitaires non activés	744	1 058
Charges non déductibles	4 795	0
Résultat sur MEE	(297)	18
Résultat consolidé corrigé	(731)	2 802
Impôts Théorique à 25% (II)	(183)	701
Crédit d'impôts	(130)	(109)
Ecart entre IS consolidé et IS théorique (I-II)	(0)	0

Limitation des reports déficitaires sur les filiales suivantes :

- LA REPUBLIQUE DU CENTRE
- CENTRE FRANCE HEBDOS
- CENTRE FRANCE PUBLICITE
- L'YONNE REPUBLICAINE

Les déficits non activés au 31 décembre 2024 s'élèvent à un montant de 33 836 K€.

Analyse des impositions différées de l'exercice

	Impôt différé début	Variation périmètre	Impact Résultat	Impôt différé fin
Ecart sur prov. ND ex. comptab.	169		32	202
Suppression sub invest	61		(61)	0
Reports déficitaires	1 883		(257)	1 626
IDR	2 072		(41)	2 032
Homogén. / Cession intra	905			905
Limitation fiscalité différée active	0			0
TOTAL I.D ACTIF	5 092	0	(327)	4 764
Provisions réglementées	(6 960)		846	(6 113)
Provisions sur titres et C/C	(693)			(693)
Provisions sur filiales intégrées	0			0
Crédit Bail	(185)		37	(147)
Homogén. / Cession intra	(194)			(194)
TOTAL I.D PASSIF	(8 032)	0	884	(7 148)
SOLDE	(2 940)	0	556	(2 384)

Solde impôt différé Actif	3 018
Solde impôt différé Passif	(5 958)
Solde impôt différé	(2 940)

2 952
(5 336)
(2 384)

G- Engagements hors bilan

A - Les engagements donnés par le Groupe à différents organismes bancaires ou financiers sont les suivants :

Emprunteur	Prêteur	Nature	Engagements	Valeur
La Montagne	CE	Pas de garantie	Capital restant du	41 896 €
La Montagne	SG	Pas de garantie	Capital restant du	156 034 €
La Montagne	CE	Pas de garantie	Capital restant du	169 919 €
La Montagne	BNP	Pas de garantie	Capital restant du	140 979 €
La Montagne	CE	Nantissement	Capital restant du	1 000 000 €
La Montagne	CACF	Nantissement	Capital restant du	1 000 000 €
La Montagne	ARKEA	Pas de garantie	Capital restant du	341 155 €
La Montagne	CE	Hypothèque conventionnelle	Capital restant du	1 828 000 €
La Montagne	CACF	Hypothèque conventionnelle	Capital restant du	1 523 000 €
La Montagne	BNP	Hypothèque conventionnelle	Capital restant du	858 000 €
La Montagne	SG	Hypothèque conventionnelle	Capital restant du	572 000 €
La Montagne	ARKEA	Hypothèque conventionnelle	Capital restant du	1 219 000 €
La Montagne	BPI	Montant sequestré comme gage espèces	Capital restant du	2 500 000 €
La Montagne	ARKEA	Nantissement	Capital restant du	434 921 €
La Montagne	BNP	Nantissement	Capital restant du	375 000 €
La Montagne	CACF	Nantissement	Capital restant du	605 745 €
La Montagne	CE	Nantissement	Capital restant du	750 000 €
La Montagne	SG	Nantissement	Capital restant du	450 000 €
La Montagne	CE	Pas de garantie	Capital restant du	400 000 €
La Montagne	BNP	Pas de garantie	Capital restant du	300 000 €
La Montagne	CACF	Pas de garantie	Capital restant du	300 000 €
	TOTAL			14 965 649 €

En 2019, la société a procédé à la mise en place d'un contrat de FIDUCIE-GESTION au titre du rachat des titres d'un ancien actionnaire. Les titres en FIDUCIE sont comptabilisés au 31 décembre 2024 en immobilisations financières pour leur valeur d'acquisition.

V – Autres informations

A – Événements postérieurs à la clôture

Le groupe a enregistré sur le premier trimestre 2025 des mouvements de grève au centre d'impression de Clermont-Ferrand.

A la date d'arrêté des comptes 2024 par le conseil d'administration, la continuité d'exploitation du Groupe n'est pas remise en cause.

Original - Certifié conforme
Jean. [Signature]

LA MONTAGNE

Société anonyme au capital de 609 796,07 €

Siège social : 45 rue du Clos Four, 63100 CLERMONT-FERRAND

R.C.S : CLERMONT-FERRAND 856 200 159

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31/12/2024

Cabinet WOLFF & ASSOCIES

Siège social : 19 Bd Berthelot, 63400 CHAMALIERES

Membre de la Compagnie Régionale de **LYON-RIOM**

Cabinet LVA AUDIT

Siège social : 6 rue de Journiat-ZAC de Journiat, 63122 CEYRAT

Membre de la Compagnie Régionale de **LYON-RIOM**

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société LA MONTAGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société LA MONTAGNE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points exposés dans la note « Faits significatifs » du chapitre I « PERIMETRE DE CONSOLIDATION », ainsi que dans la note E « Résultat exceptionnel » du chapitre IV « DETAIL COMPTE DE RESULTAT » de l'annexe des comptes consolidés.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Les paragraphes D « Méthodes comptables » d-1 « Écarts d'acquisition » et d-2 « Immobilisations incorporelles » du chapitre II « PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'ÉVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION, COMPARABILITE » de l'annexe des comptes consolidés indiquent les méthodes dont l'utilisation a présidé au calcul des amortissements ou des dépréciations des écarts d'acquisition ou des éléments incorporels.

Parallèlement, le paragraphe B « État des amortissements et provisions » du chapitre III « DETAILS DES COMPTES ACTIFS ET PASSIFS » retrace les mouvements intervenus au titre des écarts d'acquisition et immobilisations incorporelles, ainsi que l'impact sur les comptes consolidés des amortissements et dépréciations pratiqués dans l'exercice.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre Société, et décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondages, sur la base des éléments disponibles à ce jour l'application de ces méthodes.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés, et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces

informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

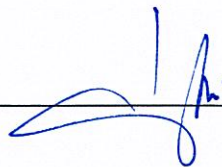
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à CEYRAT et à CHAMALIERES, le 20 mai 2025

Les Commissaires aux Comptes

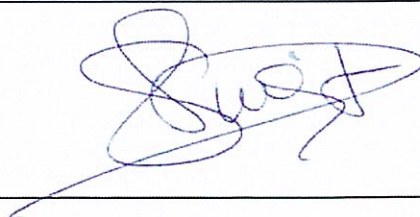
SAS WOLFF & ASSOCIES

Patrick WOLFF



SAS LVA AUDIT

Sylvie MINGUET



SOMMAIRE

Comptes consolidés

Périmètre de Consolidation

Comptes consolidés au 31 décembre 2024

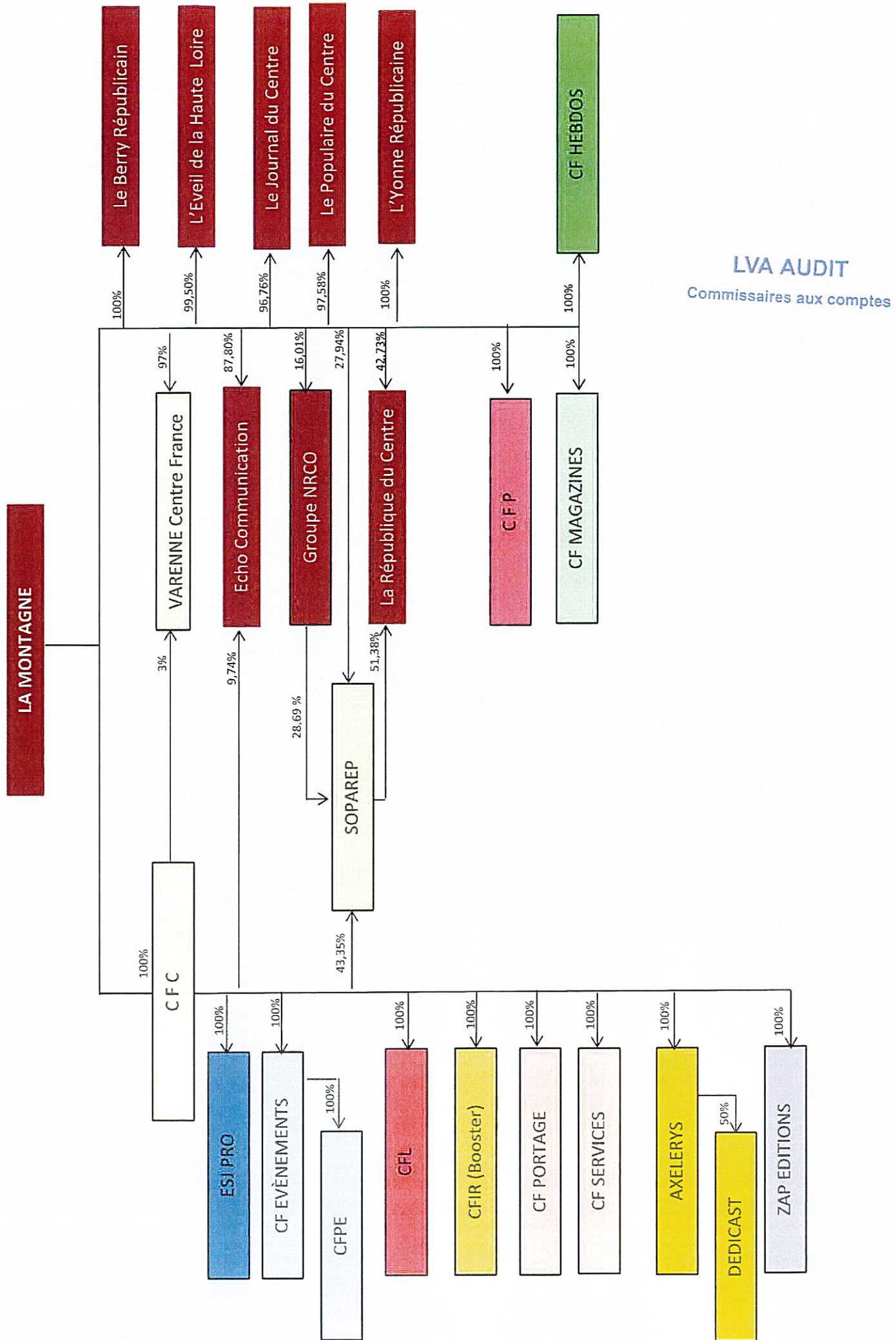
Bilan Actif - Passif

Compte de Résultat

Tableau de flux

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

Annexe des comptes consolidés





LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2024

GROUPE CENTRE FRANCE

LVA AUDIT

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2024

Commissaires aux comptes

(avant répartition en Euros)

ACTIF	2024	2023
Actif immobilisé		
Immobilisations incorporelles	27 353 453	29 001 647
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>	26 418 008	26 127 877
Immobilisations corporelles	32 470 331	24 463 770
Immobilisations financières	11 587 024	11 664 745
Actif immobilisé	71 410 808	65 130 162
Actifs circulant		
Stocks et en-cours	1 258 442	1 361 339
Créances clients et comptes rattachés	14 631 956	16 507 353
Autres créances et comptes de régularisation	15 350 890	16 027 225
Valeurs mobilières de placement	5 843 713	4 114 100
Disponibilités	6 991 538	11 590 187
Total de l'actif	115 487 347	114 730 366
PASSIF	2024	2023
Capital	609 796	609 796
Réserves et résultat consolidés	17 487 802	25 032 933
Capitaux propres groupe	18 097 598	25 642 729
Intérêts des minoritaires	1 972 514	2 203 359
Fonds non remboursables et assimilés (TSDI)	5 000 000	5 000 000
Total Fonds Propres	25 070 112	32 846 088
Provisions pour risques et charges	15 942 182	13 611 970
Dettes		
Emprunts et dettes financières	14 998 670	9 118 248
Fournisseurs et comptes rattachés	13 777 501	11 392 098
Autres dettes et comptes de régularisation	45 698 882	47 761 962
Total du passif	115 487 347	114 730 366

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2024

(en Euros)	2024	2023
Chiffre d'affaires	158 136 079	158 512 818
Autres produits d'exploitation	9 949 573	10 900 259
Achats consommés	6 830 427	8 225 270
Charges de personnel (dont participation des salariés)	86 705 287	85 015 755
Autres charges d'exploitation	67 948 679	68 831 696
Impôts, taxes et versements assimilés	3 222 713	3 353 170
Excédent brut exploitation (EBE)	3 378 546	3 987 186
Reprises sur provisions, amortissements, transfert	922 000	2 680 882
Dotations aux amortissements des immobilisations	2 682 873	3 054 626
Dotations aux provisions /immobilisations		
Dotations aux provisions sur actifs circulants	851 506	670 054
Dotations aux provisions pour risques et charges		
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	766 167	2 943 388
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisitions	2 193 185	2 213 093
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	(1 427 018)	730 295
Charges et produits financiers	214 440	(23 253)
Charges et produits exceptionnels	(7 621 481)	(1 315 805)
Impôts sur les résultats	(312 529)	592 042
Résultat net des entreprises intégrées	(8 521 530)	(1 200 805)
Résultat des sociétés mises en équivalence	297 296	(17 717)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(8 224 234)	(1 218 522)
Résultat hors-groupe	6 004	109 412
Résultat net (part du groupe)	(8 230 238)	(1 327 934)
Résultat par action	(205,76)	(33,20)
Résultat dilué par action	(205,76)	(33,20)
Résultat par action avant dot. aux amortissements des écarts d'acquisitions	(150,93)	22,13

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

TABLEAU DES FLUX

(en Euros)	2024	2023
Résultat net des sociétés intégrées	(8 224 234)	(1 218 523)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions	8 078 921	5 352 195
Plus-values de cession (nettes d'impôt)	318 928	(1 366 018)
Variation des impôts différés	(700 469)	283 757
Q/P des résultats des sociétés mise en équivalence	(297 296)	17 717
Profit sur abandon		
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	(824 150)	3 069 128
Dividendes reçues des sociétés mises en équivalence	0	117 451
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	1 860 316	346 384
Flux net de trésorerie généré par l'activité	1 036 166	3 532 963
Acquisitions d'immobilisations	(10 519 364)	(8 620 986)
Cessions d'immobilisations (nettes d'impôt)	449 925	1 782 424
Incidences des variations de périmètre		(20 000)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(10 069 439)	(6 858 562)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(85 327)	(1 006)
Augmentation ou diminutions de capital en numéraire		
Souscriptions d'emprunts	8 069 141	7 000 000
Remboursements d'emprunts (Dont Credit Bail)	(1 831 502)	(2 262 689)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	6 152 312	4 736 305
Trésorerie d'ouverture	15 704 287	14 293 581
Trésorerie de clôture	12 823 327	15 704 287
Variation de trésorerie	(2 880 960)	1 410 706

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes



LVA AUDIT

Commissaires aux comptes

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS

LVA AUDIT

Commissaires aux comptes

GROUPE CENTRE FRANCE

Comptes consolidés LA MONTAGNE

45 rue du Clos Four

63 056 CLERMONT-FERRAND CEDEX 2

Note liminaire

L'annexe des comptes consolidés ainsi développée, fait partie intégrante des comptes annuels consolidés de l'exercice 2024. Ces comptes annuels se caractérisent par les données suivantes :

Chiffre d'affaires	158 136 079
Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	766 167
Résultat d'exploitation après dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	(1 427 018)
Résultat de l'ensemble consolidé	(8 224 234)
Résultat net (part du groupe)	(8 230 238)

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

Présentation du Groupe

Le Groupe CENTRE FRANCE comporte au 31 décembre 2024 vingt-cinq Sociétés (cf. tableaux de l'organigramme et du périmètre de consolidation) représentant les domaines d'activité suivants :

<u>Activité</u>	<u>Nb Société</u>
Presse Quotidienne	9
Presse Hebdomadaire	1
Agences de Presse	1
Régie Publicitaire	1
Evénementiel	2
Portage	1
Formation	1
Holding	3
Edition	1
Autres	5
Total	25

LVA AUDIT

Commissaires aux comptes

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

I - Périmètre de consolidation.....	4
Variations du périmètre	
A - Sorties de périmètre	6
B - Entrées de périmètre	6
C - Variation du taux de détention	6
II - Principes comptables, méthodes d'évaluation et modalités de consolidation	7
A - Changement de méthode, Changement d'appréciation, Correction d'erreur... 7	
B - Méthodes de consolidation.....	7
C - Date d'arrêté des comptes des Sociétés	7
D - Méthodes comptables	8 à 11
III - Détails des comptes Actifs et Passifs	
A - État des immobilisations	12
B - État des amortissements et provisions	13
C - Suivi des écarts acquisition.....	14
D - Les opérations de location financement.....	15
E - Sociétés mises en équivalence	15
F - Stocks et en cours	15
G - Clients et comptes rattachés.....	16
H - Autres créances et comptes de Régularisation actif	16
I - Trésorerie.....	16
J - Tableau de variation des capitaux propres	17
K - État des provisions pour risques et charges	17
L - État des échéances des dettes.....	19
IV - Détail Compte de résultat	
A - Chiffre d'affaires consolidé par activité	20
B - Effectifs et frais de personnel.....	20
C - Rémunération des dirigeants	21
D - Résultat financier	21
E - Résultat exceptionnel	22
F - Impôt sur les sociétés	23 et 24
V - Autres informations	
A - Événements postérieurs à la clôture.....	26

I – Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

SOCIETES	Méthode de Consolidation		% contrôle Groupe		Activité
	2024	2023	2024	2023	
La Montagne	IG	IG	Consolidante	Consolidante	Presse Quotidienne
Le Berry Républicain	IG	IG	100,00	100,00	Presse Quotidienne
Centre France Info Région	IG	IG	100,00	100,00	Agences de Presse
Centre France Communication	IG	IG	100,00	100,00	Holding
Centre France Evenements	IG	IG	100,00	100,00	Événementiel
Centre France Publicité	IG	IG	100,00	100,00	Régie Publicitaire
Centre France Portage	IG	IG	100,00	100,00	Portage
Centre france Services	IG	IG	100,00	100,00	Holding
Echo Communication	IG	IG	97,54	97,50	Presse Quotidienne
ESJ PRO	IG	IG	100,00	100,00	Formation
Eveil de la Haute Loire	IG	IG	99,58	99,58	Presse Quotidienne
Journal Du Centre	IG	IG	96,76	95,04	Presse Quotidienne
La République du Centre	IG	IG	94,11	93,51	Presse Quotidienne
Centre France Hebdos	IG	IG	100,00	100,00	Presse Hebdomadaire
NRCO	ME	ME	16,01	16,01	Presse Quotidienne
Parc Expo	IG	IG	100,00	100,00	Événementiel
Populaire du Centre	IG	IG	97,58	97,33	Presse Quotidienne
SOPAREP	IG	IG	71,28	71,28	Holding
Centre France magazines	IG	IG	100,00	100,00	Autres
Varenne Centre France	IG	IG	100,00	100,00	Autres
L'Yonne Républicaine	IG	IG	100,00	100,00	Presse Quotidienne
Axelerys	IG	IG	100,00	100,00	Autres
Dedicast	ME	ME	50,00	50,00	Autres
Centre France Livre	IG	IG	100,00	100,00	Editions
Zap Editions	IG	IG	100,00	100,00	Autres

IG : intégration globale IP : intégration proportionnelle ME : mise en équivalence

Faits significatifs :

Le groupe a enregistré en 2024 des mouvements de grève qui ont entraîné des jours de non-parution.

Une hausse de prix de vente de 20 centimes de nos quotidiens a été réalisée au 1er juin 2024.

Le groupe poursuit la construction de son nouveau Centre d'Impression à Cébazat (63), les investissements réalisés au titre du projet sont comptabilisés en immobilisations en cours.

Le groupe a mis en œuvre un plan de départ volontaire autonome (PDVA), celui-ci a été homologué par la DREETS le 16 octobre 2024. Les comptes consolidés annuels 2024 traduisent l'exécution du plan au résultat exceptionnel consolidé pour la partie des indemnités et congés de reclassement versés ou à verser.

S'agissant du plan filière (dit plan *PRIM* pour "Plan Réseau IMprimerie") signé par les partenaires sociaux et homologué par la DREETS en février 2022, les comptes consolidés annuels 2024 traduisent l'exécution du plan au résultat exceptionnel consolidé pour la partie des indemnités et congés de reclassement versés, les derniers départs sont intervenus en fin d'année 2024.

Le groupe a engagé une réflexion sur le positionnement géographique de ses titres au niveau de son pôle PHR. Le travail sur son nombre d'éditions et la réorganisation de ses titres ont été traduits au résultat exceptionnel consolidé de manière prospective dans les comptes annuels de l'exercice 2024.

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

Variation du périmètre :

A - Sorties de périmètre

Aucune sortie de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

B - Entrées de périmètre

Aucune entrée de périmètre n'est intervenue au cours de l'exercice.

C - Variation du taux de détention

Augmentation de 93.51 % à 94.11% de la participation dans la société « LA REPUBLIQUE DU CENTRE » par rachat des intérêts minoritaires résiduels.

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

II - PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION ET MODALITES DE CONSOLIDATION, COMPARABILITE

Le GROUPE CENTRE FRANCE applique le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-01 pour l'établissement de ses comptes consolidés.

La consolidation du groupe CENTRE FRANCE répond aux méthodes préconisées par le règlement, avec notamment l'enregistrement des provisions pour indemnités de départ à la retraite, ainsi que la prise en compte des actifs et passifs d'impôts différés.

A Changement de méthode, Changement d'appréciation, Correction d'erreur

Aucun changement de méthode, d'appréciation ou de correction d'erreur n'a été constaté dans l'exercice, de nature à limiter la comparabilité des comptes consolidés 2024 par rapport à ceux des exercices précédents.

A-1 Changement de présentation des comptes consolidés

Aucun changement de présentations des comptes consolidés n'est intervenu au titre de l'exercice par apport aux exercices précédents.

B Méthodes de consolidation

Les sociétés inscrites dans le périmètre de consolidation sont celles dont LE GROUPE CENTRE FRANCE contrôle directement ou indirectement, conformément au Décret du 17 février 1986, plus de 20 % du capital, sauf si le Groupe estime avoir une influence notable sur la gestion de la société.

Les Sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Celles dans lesquelles le Groupe partage le contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, les autres sont consolidées par mise en équivalence.

Les critères retenus ont conduit à sélectionner, outre la Société mère, les Sociétés figurant sur le tableau qui précède (Cf. : I – Périmètre de consolidation).

C Date d'arrêté des comptes des Sociétés

Les exercices des Sociétés consolidées correspondent à l'année civile, soit le 31 décembre 2024 pour un exercice social d'une durée de douze mois, à l'exclusion des sociétés créées ou acquises au cours de l'exercice.

D Méthodes comptables**d-1 Écarts d'acquisition :**

Les dispositions de la première application du règlement n°2015-07 de l'Autorité des Normes Comptables du 23 novembre 2015 relatif aux comptes consolidés sont traduites au niveau des comptes consolidés. Le Groupe CENTRE FRANCE a maintenu les plans d'amortissement antérieurs pour tous les écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition « Goodwill » résultent du retraitement initial des sociétés inscrites dans le périmètre de consolidation du « GROUPE CENTRE FRANCE ». Ces écarts font l'objet d'un amortissement linéaire de 10 à 30 ans selon les activités.

Les frais pour l'acquisition des titres de participation (honoraires, frais de restructuration...) sont inclus dans la valorisation du « Goodwill ».

Ces mêmes « Goodwills » feraient l'objet d'un amortissement exceptionnel dans l'éventualité où les critères ayant présidé à l'acquisition des titres des sociétés concernées ne seraient plus durablement respectés.

Un tableau de la variation des « Goodwills » est présenté dans la partie « III – Détail des comptes Actifs et Passifs ».

d-2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont enregistrées au bilan pour leur valeur d'acquisition et amortis sur leur durée probable d'utilisation à l'exception des droits au bail non amortissables.

Les fonds de commerce sont amortis sur une durée de 30 ans en ce qui concerne les titres de presse quotidienne, 20 ans en ce qui concerne les titres de presse hebdomadaires et 10 ans en ce qui concerne les autres activités du groupe. Ces fonds font l'objet d'un amortissement exceptionnel lorsque leur valeur actuelle est inférieure à la valeur pour laquelle ils sont inscrits à l'actif à la lecture des tests de dépréciation pratiqués annuellement.

d-3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. La méthode de comptabilisation par composants a été appliquée aux constructions, conformément au règlement CRC 2002-10. Ce règlement a notamment été appliqué pour le traitement comptable du bâtiment « rue du Clos Four »

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction des immobilisations et de leurs durées probables d'utilisation. Une dépréciation est calculée quand la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable. Les principales durées d'utilisation sont les suivantes (en années):

- Constructions	10 à 25 ans
- Matériel et Outillage	3 à 14 ans
- Installations Générales, Agencements	10 ans
- Matériel de Transport	5 ans
- Matériel Bureau et Informatique (dont Mobilier)	3 ans

d - 4 Opérations de location financement

Conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2020-01, les biens financés selon un contrat de location financement et répondant aux critères d'activation sont comptabilisés à l'actif pour leur coût de revient et amortis selon la méthode présentée au point « d-3 Immobilisations corporelles ». La dette correspondante est inscrite au passif. Les charges de loyer sont annulées en contrepartie des charges financières et des amortissements économiques.

d-5 immobilisations financières

A l'exception des « titres mis en équivalence » dont la valeur est représentative de la quote-part détenue dans les sociétés considérées, les immobilisations financières sont évaluées à leur valeur comptable historique. Elles font néanmoins l'objet de dépréciations individuelles lorsque celles-ci s'avèrent nécessaires lors de la comparaison de cette valeur historique à leur valeur probable de réalisation.

Préalablement à leurs mises en équivalence, les titres «NRCO» détenus par le GROUPE CENTRE FRANCE ont été évalués à leur juste valeur.

d-6 Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat et des frais accessoires.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur brute s'avère supérieure à la valeur de réalisation des éléments en stocks.

d-7 Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances font l'objet de dépréciations individuelles dans l'hypothèse où leur valeur probable de réalisation devient inférieure à la valeur historique pour laquelle elles sont inscrites à l'actif du bilan.

d-8 Autres créances et comptes de régularisation

Les autres créances comprennent notamment les créances sociales et fiscales, les débiteurs divers. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire de ces créances est inférieure à leur valeur comptable.

d-9 Actifs d'Impôts différés

Le taux d'impôt sur les sociétés utilisé sur l'exercice correspond au taux légal en vigueur. Le taux d'imposition de 25% a été appliqué pour le calcul des impôts différés passif et actifs. Les créances d'impôts sur les reports déficitaires des filiales n'ont été retenues que pour les sociétés dont la probabilité de revenir à une situation bénéficiaire a été jugée raisonnable. Un netting d'impôts différés actif et passif a été opérée au niveau de chaque société.

d-10 Trésorerie et valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur à la date de la clôture.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque le cours de rachat de ces valeurs mobilières est inférieur à leur valeur au bilan.

d-11 Réserves

Il s'agit des réserves de la Société mère et de celles acquises dans les filiales depuis leur acquisition. Les amortissements dérogatoires et provisions réglementées sont retraitées.

d-12 Intérêts des minoritaires

Il s'agit pour toutes les filiales intégrées de la part des actionnaires minoritaires dans la situation nette comptable et de leurs droits dans les résultats des Sociétés consolidées par intégration globale.

En ce qui concerne les sociétés dont les capitaux propres sont négatifs aucun intérêt minoritaire n'a été constaté.

d-13 Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite, résultant d'événements passés, à l'égard des tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Une provision pour indemnités de départ en retraite « IDR » a été calculée pour l'ensemble des sociétés du Groupe prenant en compte les tables de mortalité, un coefficient de rotation du personnel et un taux d'actualisation, le taux d'actualisation retenu pour l'exercice 2024 est de 3,37 % celui-ci s'élevait à 3,45 % en 2023.

La méthode retenue consiste à retenir pour l'évaluation des droits, l'ensemble de la période d'emploi du salarié soit à compter de sa date d'embauche jusqu'à sa date de départ en retraite. L'âge de départ à la retraite retenu en 2024 est de 64 ans.

d-14 Provisions pour l'article 39 bis du CGI

Selon la règle en vigueur pour l'établissement des comptes consolidés, les provisions constituées dans le cadre de l'article « 39 bis du CG I » sont éliminées sous déduction de l'impôt s'y rattachant.

d-15 Subventions d'équipement

Les subventions d'équipement sont comptabilisées en capitaux propres consolidés. Ces subventions sont réparties entre les intérêts de LA MONTAGNE, entité consolidante, et les intérêts minoritaires. Les subventions d'investissements comptabilisées en capitaux propres sont reprises en résultat consolidé au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

d-16 Produits constatés d'avance

Le poste « Produits constatés d'avance » est constitué essentiellement de la « dette à servir aux abonnés » au titre des parutions à venir.

d-17 Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits qui échappent à la récurrence de l'activité des sociétés sont inscrits au résultat exceptionnel, au même titre que le résultat des cessions d'actifs immobilisés.

III – Détails des comptes Actifs et PassifsA - État des immobilisations

Les mouvements de l'actif immobilisé brut s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	A nouveau	Augment.	Autres variations		Diminution	Solde
			Entrée	Sortie		
Ecart d'acquisition	52 424		8 853			61 277
Immobilisations incorporelles	24 092	455		(8 853)	(574)	15 120
Immobilisations corporelles	127 938	10 583			(288)	138 233
Immobilisations financières	12 266	294			(769)	11 791
TOTAL	216 720	11 332	8 853	(8 853)	(1 630)	226 422

Les autres variations correspondent au reclassement des fonds de commerce historiquement inclus en immobilisations incorporelles.

Les immobilisations financières au 31 décembre 2024 correspondent aux éléments suivants (en milliers d'euros) :

Titres de participations (non consolidés)	4 933
Autres titres immobilisés	317
Titres mis en équivalence	4 470
Prêts	1 646
Autres immobilisations financières	425
TOTAL	11 791

B - État des amortissements et provisions

Les mouvements des amortissements et des provisions s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	A nouveau	Augment.	Autres variations		Diminution	Solde
			Entrée	Sortie		
Ecart d'acquisition	26 297	1 796	6 767			34 860
Immobilisations incorporelles	21 218	307		(6 767)	(574)	14 185
Immobilisations corporelles	103 474	2 579			(290)	105 763
Immobilisations financières	599	26			(423)	203
TOTAL	151 589	4 708	6 767	(6 767)	(1 286)	155 010

Les autres variations correspondent au reclassement des amortissements et dépréciations des fonds de commerce historiquement inclus en immobilisations incorporelles.

État des immobilisations nettes des amortissements et des provisions

(en milliers d'euros)	A nouveau	Actifs		Amort & Prov.		Autres variations	Solde
		Entrée	Sortie	Aug	Dim		
Ecart d'acquisition	26 127			1 796		2 086	26 417
Immobilisations incorporelles	2 875	455	(574)	307	(574)	(2 086)	936
Immobilisations corporelles	24 463	10 583	(288)	2 579	(290)		32 470
Immobilisations financières	11 665	294	(769)	26	(423)		11 587
TOTAL	65 130	11 332	(1 630)	4 708	(1 286)	0	71 411

Les autres variations correspondent au reclassement des valeurs nettes des fonds de commerce historiquement inclus en immobilisations incorporelles.

Dépréciation des goodwill et fonds de commerce

Les goodwill éléments incorporels des fonds de commerce font l'objet d'un amortissement linéaire sur 30 ans en ce qui concerne les titres de presse et sur 10 ans en ce qui concerne les autres activités du Groupe. L'amortissement des titres de presse et le choix d'une durée de 30 ans sont liés à la notion de « MARQUE », à la mutation numérique incontournable et à l'obsolescence programmée des supports papier.

Tests de dépréciation

Les Ecart d'acquisition et fonds de commerce associés font l'objet de tests de dépréciation basés sur les flux prévisionnels de trésorerie attendus de l'exploitation des différents titres de presse quotidienne ou

hebdomadaire. Chaque titre de presse quotidienne constitue une unité génératrice de trésorerie ; la presse hebdomadaire constitue une seule unité (CENTRE FRANCE HEBDOS).

Les flux prévisionnels de trésorerie résultent de la valeur actualisée des excédents bruts d'exploitation futurs calculés sur une période de six ans, associée à une valeur de sortie basée sur le chiffre d'affaires prévisionnel.

La comparaison des valeurs ainsi obtenues à celles résultant de l'amortissement linéaire des goodwill sur les durées précitées déclenche une dépréciation exceptionnelle dudit goodwill dans l'éventualité où la valeur des flux actualisés de trésorerie apparaît plus faible que la valeur, nette des amortissements pratiqués, de ces mêmes goodwill.

Selon cette définition, aucune dépréciation complémentaire n'a été comptabilisée dans les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2024.

C - Suivi des écarts acquisition (en k€)

(en milliers d'euros)	Valeur début période	Aug sur acquisition/Dot Amort	Aug sur variation de périmètre	Diminution	Valeur Fin de période
Valeur Brute	52 424				52 424
Amortissements	(26 297)	(1 796)			(28 092)
VNC	26 128				24 332

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

D – Les opérations de location financement

L'impact à la clôture de l'activation des biens financés par contrat de « location financement » peut être synthétisé comme suit :

en K euros

Nature	Valeurs Brutes	Amortissements	Nette fin N	Nette fin N-1
Constructions	2 990	(2 392)	598	747
Immobilisations financées en crédit bail	2 990	(2 392)	598	747

E – Sociétés mises en équivalence

Détail des titres des sociétés mises en équivalence :

Sociétés	Titres mis en équivalence		Contribution au résultat consolidé	
	N	N-1	N	N-1
NRCO	4 067	3 782	286	(31)
DEDICAST	403	626	12	13
Titres mis en équivalence	4 470	4 408	297	(18)

F – Stocks et en cours

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Matières premières, approvisionnements	1 054	(50)	1 004	1 069
En cours de biens	12		12	68
Produits intermédiaires et finis	357	(115)	242	225
Marchandises	0		0	0
TOTAL	1 423	(165)	1 258	1 361

Les stocks sont constitués principalement de matières premières (Papiers, encres, plaques). Les produits intermédiaires et finis correspondent aux stocks de livres.

LVA AUDIT

Commissaires aux comptes

G – Clients et comptes rattachés

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Créances clients	15 752	(1 120)	14 632	16 507
TOTAL	15 752	(1 120)	14 632	16 507

Toutes les échéances des créances clients et comptes rattachés sont exigibles à moins d'un an.

H – Autres créances et comptes de Régularisation actif

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Avances et acomptes versés	918		918	268
Autres créances (1)	10 877	(1 606)	9 271	10 437
Charges constatées d'avance	2 209		2 209	2 305
Actifs d'impôt différé	2 952		2 952	3 018
TOTAL	16 957	(1 606)	15 351	16 027

(1) Les autres créances sont constituées de la manière suivante (en valeur nette):

(en milliers d'euros)	valeur nette N	valeur nette N-1
TVA récupérable	3 890	3 331
Créance sociales et fiscales	388	1 456
Créances diverses	4 993	5 650
TOTAL	9 271	10 437

I - Trésorerie

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes	Dépréciations	valeur nette N	valeur nette N-1
Valeurs Mobilières de placement	6 130	(287)	5 844	4 114
Disponibilités	6 992		6 992	11 590
Total trésorerie active	13 122	(287)	12 835	15 704
Concours bancaires courants	(12)		(12)	0
TRESORERIE NETTE	13 110	(287)	12 823	15 704

J – Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Groupe	Minoritaires	Totaux
Situation des capitaux propres consolidés d'ouverture	25 642	2 204	27 847
Résultat consolidé N	(8 230)	6	(8 224)
Variation de capital			0
Dividendes versés autres sociétés		(91)	(91)
Dividendes versés MEE	(229)		(229)
Subventions d'investissement	768		768
Variations de périmètre (1)	148	(148)	0
Autres variations (2)	(2)	2	(0)
Capitaux propres consolidés à la clôture	18 098	1 973	20 071

(1) Incidence rachats aux minoritaires du Groupe (y compris ajustement sur taux de détention)

(2) Réaffectation des pertes des minoritaires au Groupe

K – Provisions pour risques et charges

Les mouvements des provisions pour risques et charges s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Début	Augmentations	V. Périmètre	Diminutions	Fin
Provisions pour risques et charges	5 322	6 525		(4 031)	7 815
Provisions pour I.D.R.	8 290	423		(586)	8 127
TOTAL	13 612	6 947	0	(4 617)	15 942

Détail des provisions pour risques et charges en fin d'exercice

(en milliers d'euros)	Montant
Provisions pour I.D.R.	8 127
Provisions pour litige sociaux et autres contentieux	7 214
Provision pour médaille du travail	293
Provisions clients et retours	308
Total provisions pour risques et charges	15 942

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

L - État des échéances des dettes

(en milliers d'euros)	Montant total	Montant à un an au plus	Montant à plus de 1 an et - de 5 ans	Montant à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des E.C.	14 982	1 720	5 172	8 091
Emprunts et dettes financières diverses	4	4		
Avances et acomptes	1 221	1 221		
Dettes fournisseurs	9 306	9 306		
Dettes fiscales et sociales	19 849	19 849		
Dettes sur immobilisations	4 471	4 471		
Passifs d'impôts différés	5 336	5 336		
Autres dettes	2 336	2 336		
Produits constatés d'avance	16 956	16 956		
TOTAL	74 463	61 200	5 172	8 091

Les produits constatés d'avance correspondants pour l'essentiel aux dettes abonnées à servir dans les titres de Presse et Hebdomadaire. Ces dettes sont individuellement calculées à l'aide du logiciel de gestion des ventes abonnées « ZUORA ».

L-1 Variation de l'endettement du Groupe

(en milliers d'euros)	Début	Augmentations	V. Périmètre	Diminutions	Fin
Empr & dettes..Ets crédit	9 111	7 700		(1 828)	14 983
Intérêts courus sur emprunts	0				0
Concours bancaires courants	(0)	12		0	11
Emprunt en crédit-bail	0				0
Dettes financières diverses	8			(4)	4
TOTAL	9 118	7 712	0	(1 832)	14 998

Au cours de l'exercice, le Groupe a remboursé un montant de 1,83 M€ d'emprunts et de concours bancaires et a souscrit de nouveaux emprunts à hauteur de 7,7 M€.

Lignes de crédit

Le Groupe bénéficie de lignes de crédit d'un montant total de 4,618 Millions € réparties de la manière suivants :

- BNP PARIBAS 0,5 M€
- SOCIETE GENERALE 0,45 M€
- CAISSE D'EPARGNE AUVERGNE 1,5 M€
- ARKEA 0,668 M€
- CREDIT AGRICOLE 1,5 M€

IV – Détail Compte de résultat**A - Chiffre d'affaires consolidé par activité****Récap par activité :**

Activité	CA en k euros	
	2024	2023
Presse Quotidienne	93 904	94 066
Presse Hebdo	4 630	4 533
Publicitaire	34 181	35 341
Labeur	649	819
numérique contenus + Pub	10 873	9 882
Formation	2 958	3 039
Editions	1 212	1 236
Evenementiel	6 560	6 919
Autres	3 169	2 677
TOTAL	158 136	158 512

B – Effectifs et frais de personnel

Les effectifs du groupe sont de 1 450 personnes en 2024 contre 1 463 personnes au 31 décembre 2023.

	2024	2023
Effectif périmètre constant n/n-1	1 450	1 463
Effectif sur variation périmètre		
Total effectif groupe Centre France	1 450	1 463

La participation des salariés est comptabilisée dans les charges de personnel, elle s'élève à un montant de 542 K€ en 2024 contre 417 K€ en 2023.

L'intéressement des salariés est comptabilisé dans les charges de personnel pour un montant de 221 K€ en 2024 contre 406 K€ en 2023.

Les frais de personnels se décomposent de la manière suivante

Les frais de personnels évoluent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2024	2023
Salaires et traitements	63 466	62 287
Charges sociales	23 239	22 728
Total frais de personnel	86 705	85 016

C – Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations allouées au titre de leurs mandats est de 815 836 euros.

D – Résultat financier

Les principaux éléments du résultat financier sont les suivants (en milliers d'euros) :

(en k euros)	2024	2023
Autres produits de participation	156	30
Produits des autres val. Mobilières et créances de l'actif immo.	58	0
Autres intérêts et produits assimilés	545	284
Produits nets sur cessions de VMP	0	0
Reprises de provisions, transferts charges	445	101
Autres produits financiers		0
PRODUITS FINANCIERS	1 204	415
Intérêts et charges assimilés	(654)	(439)
Dotations aux provisions financières (VMP et comptes courants)	(159)	0
Autres charges financières	(177)	0
CHARGES FINANCIERES	(990)	(439)
RESULTAT FINANCIER	214	(23)

E - Résultat exceptionnel

Les principaux éléments du résultat exceptionnel sont les suivants (en milliers d'euros) :

(en k euros)	2024	2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	82	551
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	33	1 644
Reprises de provisions, transferts charges	5 032	1 922
PRODUITS EXCEPTIONNELS	5 148	4 117
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	(4 463)	(3 108)
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	(319)	(194)
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	(7 987)	(2 131)
CHARGES EXCEPTIONNELLES	(12 769)	(5 433)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(7 621)	(1 316)

Le détail du résultat exceptionnel 2024 est le suivant :

(en k euros)	2024	2023
Impact des IDR sur l'exercice	163	(301)
Dot et Rep aux prov pour Risques et charges	(4 087)	187
Plus ou moins value de cessions d'actifs	(319)	1 365
Dépréciations d'actifs immobilisés	0	(394)
Indemnités départs et versements sur litiges	(3 432)	(2 370)
Autres produits et charges	53	197
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(7 621)	(1 316)

F - Impôt sur les sociétés

Détail de l'impôt sur les sociétés :

(en k euros)	2024	2023
I.S. comptabilisé par les sociétés	388	308
Impôts différés	(700)	284
Total	(313)	592

Preuve de l'impôt :

(en k euros)	2024	2023
Résultat consolidé	(8 224)	(1 219)
IS consolidé (I)	(313)	592
Résultat consolidé avant IS	(8 537)	(626)
Amortissements des goodwill	2 193	2 213
Charges définitivement non déductibles	371	140
Reports déficitaires non activés	744	1 058
Charges non déductibles	4 795	0
Résultat sur MEE	(297)	18
Résultat consolidé corrigé	(731)	2 802
Impôts Théorique à 25% (II)	(183)	701
Crédit d'impôts	(130)	(109)
Ecart entre IS consolidé et IS théorique (I-II)	(0)	0

Limitation des reports déficitaires sur les filiales suivantes :

- LA REPUBLIQUE DU CENTRE
- CENTRE FRANCE HEBDOS
- CENTRE FRANCE PUBLICITE
- L'YONNE REPUBLICAINE

Les déficits non activés au 31 décembre 2024 s'élèvent à un montant de 33 836 K€.

Analyse des impositions différées de l'exercice

	Impôt différé début	Variation périmètre	Impact Résultat	Impôt différé fin
Ecart sur prov. ND ex. comptab.	169		32	202
Suppression sub invest	61		(61)	0
Reports déficitaires	1 883		(257)	1 626
IDR	2 072		(41)	2 032
Homogén. / Cession intra	905			905
Limitation fiscalité différée active	0			0
TOTAL I.D ACTIF	5 092	0	(327)	4 764
Provisions réglementées	(6 960)		846	(6 113)
Provisions sur titres et C/C	(693)			(693)
Provisions sur filiales intégrées	0			0
Crédit Bail	(185)		37	(147)
Homogén. / Cession intra	(194)			(194)
TOTAL I.D PASSIF	(8 032)	0	884	(7 148)
SOLDE	(2 940)	0	556	(2 384)

Solde impôt différé Actif	3 018
Solde impôt différé Passif	(5 958)
Solde impôt différé	(2 940)

2 952
(5 336)
(2 384)

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

G- Engagements hors bilan

A - Les engagements donnés par le Groupe à différents organismes bancaires ou financiers sont les suivants :

Emprunteur	Prêteur	Nature	Engagements	Valeur
La Montagne	CE	Pas de garantie	Capital restant du	41 896 €
La Montagne	SG	Pas de garantie	Capital restant du	156 034 €
La Montagne	CE	Pas de garantie	Capital restant du	169 919 €
La Montagne	BNP	Pas de garantie	Capital restant du	140 979 €
La Montagne	CE	Nantissement	Capital restant du	1 000 000 €
La Montagne	CACF	Nantissement	Capital restant du	1 000 000 €
La Montagne	ARKEA	Pas de garantie	Capital restant du	341 155 €
La Montagne	CE	Hypothèque conventionnelle	Capital restant du	1 828 000 €
La Montagne	CACF	Hypothèque conventionnelle	Capital restant du	1 523 000 €
La Montagne	BNP	Hypothèque conventionnelle	Capital restant du	853 000 €
La Montagne	SG	Hypothèque conventionnelle	Capital restant du	572 000 €
La Montagne	ARKEA	Hypothèque conventionnelle	Capital restant du	1 219 000 €
La Montagne	BPI	Montant sequestré comme gage espèces	Capital restant du	2 500 000 €
La Montagne	ARKEA	Nantissement	Capital restant du	434 921 €
La Montagne	BNP	Nantissement	Capital restant du	375 000 €
La Montagne	CACF	Nantissement	Capital restant du	605 745 €
La Montagne	CE	Nantissement	Capital restant du	750 000 €
La Montagne	SG	Nantissement	Capital restant du	450 000 €
La Montagne	CE	Pas de garantie	Capital restant du	400 000 €
La Montagne	BNP	Pas de garantie	Capital restant du	300 000 €
La Montagne	CACF	Pas de garantie	Capital restant du	300 000 €
TOTAL				14 965 649 €

En 2019, la société a procédé à la mise en place d'un contrat de FIDUCIE-GESTION au titre du rachat des titres d'un ancien actionnaire. Les titres en FIDUCIE sont comptabilisés au 31 décembre 2024 en immobilisations financières pour leur valeur d'acquisition.

V – Autres informations

A – Événements postérieurs à la clôture

Le groupe a enregistré sur le premier trimestre 2025 des mouvements de grève au centre d'impression de Clermont-Ferrand.

A la date d'arrêté des comptes 2024 par le conseil d'administration, la continuité d'exploitation du Groupe n'est pas remise en cause.

LVA AUDIT
Commissaires aux comptes

